

## **ANNEXE 8**

# **CONVENTION PORTANT DELEGATION TEMPORAIRE DE LA COMPETENCE DE TRANSPORT ROUTIER INTERURBAIN ET FIXANT LES FLUX FINANCIERS POUR L'ANNEE 2017**

**ENTRE**

### **LA REGION CENTRE – VAL DE LOIRE**

Hôtel de Région - 9, rue Saint-Pierre Lentin – CS 94117, 45041 ORLEANS CEDEX 1  
représentée par Monsieur François BONNEAU en qualité de Président du Conseil Régional, dûment  
habilité par délibération du conseil régional n° [xxx] en date du 15 décembre 2016.

**Désignée ci-après sous le terme « la Région »**

**D'une part,**

**ET**

### **LE DÉPARTEMENT DE L'EURE-ET-LOIR**

Hôtel du Département – 1, place Châtelet – CS 70403, 28008 CHARTRES CEDEX  
représenté par Monsieur Albéric de MONTGOLFIER en qualité de Président du Conseil départemental  
d'Eure-et-Loir, dûment habilité par délibération de Conseil départemental n° [...] en date du 12 décembre  
2016.

**Désigné ci-après sous le terme « le Département »**

**d'autre part,**

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, notamment son article 15,

Vu le décret n°2012-716 du 7 mai 2012,

Vu le décret n° 2015-687 du 17 juin 2015,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 1111-8 et R. 1111-1 et suivants,

Vu la délibération du conseil Régional n°15.05.05 du 18 décembre 2015 portant délégation à la commission permanente,

## **PREAMBULE**

L'article 15 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, dite loi NOTRe, a entériné le transfert des services routiers non urbains, réguliers et à la demande, et les services de transports scolaires des départements vers les régions, à l'exclusion des services de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires.

En outre, les régions auront la responsabilité, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017, de la construction, de l'aménagement et de l'exploitation des gares routières publiques de voyageurs relevant des départements.

Il est toutefois prévu un calendrier de transfert distinct pour les deux types de services de transport. En effet, le 1<sup>er</sup> janvier 2017, les régions seront les autorités organisatrices de transport routier interurbain alors que ce n'est seulement que le 1<sup>er</sup> septembre 2017 qu'elles seront compétentes en matière de transport scolaire.

Ce calendrier distinct tend à renforcer les difficultés du transfert des compétences de transport à la Région dans la mesure où les services de transport routier interurbain et scolaire sont étroitement imbriqués et souvent exploités par les mêmes opérateurs dans le cadre d'un contrat d'exploitation unique.

Ce constat conduit à conclure qu'une dissociation des dates d'exercice pleine et entière des compétences nouvellement transférées à la Région risque d'affecter la continuité du service public pour les usagers.

Ainsi, une délégation temporaire de compétences entre la Région et le Département devrait éviter d'entraîner un bouleversement considérable dans l'organisation des services de transports routiers interurbains et devrait permettre d'assurer la continuité des services de transport tout en offrant la possibilité à la Région d'appréhender les modalités d'exercice de sa compétence.

Dans ces conditions, il apparaît préférable que la Région Centre-Val de Loire délègue temporairement la compétence de transport routier interurbain, qui lui sera transférée au 1<sup>er</sup> janvier 2017, au Département de l'Eure-et-Loir.

Ainsi, la présente convention a pour objet de déterminer les modalités de cette délégation temporaire de compétences entre la Région et le Département conformément aux dispositions des articles L. 1111-8, qui permet à une collectivité territoriale de déléguer par convention à une autre collectivité territoriale l'exercice d'une compétence dont elle est attributaire en son nom et pour son compte, et R. 1111-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales.

## **IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI T :**

## **ARTICLE 1 : OBJET**

La présente convention définit notamment les modalités opérationnelles, techniques et financières de l'exercice de la compétence de transport routier interurbain déléguée par la Région au profit du Département.

## **ARTICLE 2 : COMPETENCE DELEGUEE**

Le Département assure, sur l'ensemble de son territoire, au nom et pour le compte de la Région :

- L'organisation et le fonctionnement des services routiers non urbains, réguliers ou à la demande, à l'exclusion des services de transport spécial des élèves handicapés vers les établissements scolaires, pour lesquels il est directement compétent ;
- l'exploitation des gares publiques routières de voyageurs ou des autres aménagements destinés à faciliter la prise en charge ou la dépose des passagers de services réguliers.

## **ARTICLE 3 : DUREE**

La présente délégation débute le 1er janvier 2017 et elle prend fin le 31 août 2017 à minuit, pour une durée de huit mois en ce qui concerne l'exercice de la compétence déléguée. Les comptes de compensation financière seront clôturés au 30 novembre 2017 afin de permettre la vérification des dépenses et recettes sur la totalité de la délégation de l'exercice de la compétence.

## **ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA REGION**

La Région est responsable de la politique générale des services de transports routiers interurbains réguliers ou à la demande à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

A ce titre, elle continue d'assurer pendant la délégation de compétences :

- Un rôle de coordination stratégique entre les six départements ;
- Le financement des services de transports interurbains réguliers et à la demande à travers la compensation versée par la Région au Département au titre de la délégation de compétence dans les conditions fixées à l'article 8 de la présente convention.

## **ARTICLE 5 : OBJECTIFS A ATTEINDRE**

Le Département, autorité délégataire, assure pendant la délégation de compétences la gestion et l'exploitation des lignes régulières interurbaines et du transport à la demande avec un niveau de service et en application des règles et principes organisationnels et tarifaires en vigueur dans le département de l'Eure-et-Loir en décembre 2016. A ce titre, il s'engage à poursuivre sans modification l'exécution de la délégation de service public « Transbeauce » pendant la durée de la délégation. Un changement ne pourra être effectué qu'après validation expresse de la Région, conformément à l'article 11.

Le Département s'engage à fournir à la Région tout élément financier ou statistique qui serait disponible et à aider la Région pour le transfert complet de la compétence au 1er septembre 2017.

## **ARTICLE 6 : INDICATEURS DE SUIVI DES OBJECTIFS ET REPORTING**

Le Département transmettra à la Région dès leur réception l'ensemble des éléments d'information transmis par les prestataires dans le cadre de la convention de délégation de service public « Transbeauce », notamment les rapports semestriels (article 31 de la convention de DSP), et le rapport annuel (livrable au 31 mai).

Lorsqu'un plan de viabilité hivernale est mis en œuvre, ou lorsque des mesures urgentes sont mises en œuvre par le Département ayant une incidence sur le service quelle qu'en soit la cause (climatique, accident...), le Département tient informé la Région de la situation, de son évolution, des mesures engagées et des conséquences pour le service et les usagers.

## **ARTICLE 7 : MOYENS DE CONTRÔLE**

Le Département facilitera l'exercice de contrôles, notamment financiers et organisationnels, réalisés par la Région, requis pour évaluer la réalisation correcte de la délégation de compétences mentionnée ci-dessus.

À cet égard, il mettra à la disposition des agents mandatés par la Région tous les documents comptables afférents à la délégation de compétence, courriers, comptes rendus et tous autres documents qui concernent l'exercice de cette compétence.

La Région et le Département se rencontreront à échéance régulière afin de suivre l'évolution de la présente convention et l'exploitation des services publics subséquents.

Outre le suivi de la présente convention, ces rencontres permettront aux parties de se concentrer sur les projets stratégiques ayant un impact financier important.

## **ARTICLE 8 : CADRE FINANCIER DE LA DELEGATION DE COMPETENCE ET DES FLUX 2017**

Afin de financer l'exercice de la compétence déléguée, il est convenu que la Région versera 8/12<sup>ème</sup> des charges nettes validées en CLECRT. Ce versement sera réalisé mensuellement par 1/12<sup>ème</sup> sur les 8 premiers mois de l'année 2017.

Les charges nettes couvrant tous les coûts interurbains et scolaires, y compris les compensations aux agglomérations et villes au titre des conventions de transfert des transports scolaires, la Région versera en sus 4/12<sup>ème</sup> de ces compensations au mois de février 2017 au Département afin que celui-ci règle ces compensations. La C.F.F (Contribution Financière Forfaitaire) de la DSP Transbeauce étant versée trimestriellement, le Département versera au délégataire un acompte de deux mois pour le 3<sup>ème</sup> trimestre et la Région soldera le trimestre. Cet acompte de deux mois intégrera aussi la régularisation annuelle due à l'indexation, portant sur les 8/12 de la CFF.

Pour la partie scolaire de la DSP Transbeauce, le Département prendra en charge 6/10 des compensations tarifaires 2017. De même, le paiement de la CFF sur 8 mois par le Département comprend 6/10 du coût de gestion des élèves handicapés identifié dans le transfert de charges.

Au titre des 4 derniers mois de l'année 2017, le Département versera à la Région 4/12<sup>ème</sup> de la différence entre le produit de 25 points de CVAE (montant 2016 soit 22 992 883,60 €) et la charge nette globale arrêtée par le Préfet à l'issue des travaux de la CLERCT. Ce versement interviendra par douzième sur les quatre derniers mois de l'année 2017.

L'ensemble des écritures comptables s'entend au cours de l'exercice 2017.

## **ARTICLE 9 : MOYENS DE FONCTIONNEMENT**

Le Département prend à sa charge des moyens matériels identiques à ceux de l'année précédente pour exercer le fonctionnement courant de la compétence : locaux, mobiliers, fluides, consommables.

Le Département poursuit l'exercice de la compétence déléguée dans une organisation interne et avec des moyens humains similaires, que ce soit au quotidien pour intervenir sur les points d'arrêts que dans des situations particulières : viabilité hivernale, situation d'urgence quelle que soit sa cause (événement climatique, accident...).

## **ARTICLE 10 : MOYENS HUMAINS**

Compte tenu de l'imbrication forte des missions relatives au transport interurbain et au transport scolaire, la Région et le Département conviennent de retenir une date unique de transfert pour le personnel soit le 1<sup>er</sup> septembre 2017.

Aussi le personnel du Département, qu'il s'agisse de fonctionnaires ou d'agents publics non titulaires, exécute les missions d'organisation des services de transport délégués, telles qu'elles sont définies à l'article 2, sous l'autorité hiérarchique et fonctionnelle du département pendant la durée de la délégation de compétence.

Dans un second temps, la Région et le Département conviennent de procéder au transfert global des agents publics du service départemental de transports à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2017, date du transfert de la compétence « transport scolaire ».

La convention de transfert qui sera conclue après avis des comités techniques de la Région et du Département précisera les modalités de ce transfert conformément à l'article 114 de la loi du 7 août 2015

Pendant la durée de la présente convention, le Département assure la rémunération, l'évaluation des agents et de façon générale la gestion de leur carrière.

## **ARTICLE 11 : SORT DES CONTRATS D'EXPLOITATION EN COURS D'EXECUTION**

Les parties à la délégation s'engagent dans une démarche commune auprès des opérateurs de transport liés contractuellement à la Région pour organiser la substitution du Département à celle-ci dans ces contrats pour la durée de la délégation consentie.

Le Département est chargé, pour le compte de la Région, de gérer, de suivre et de contrôler l'exécution des contrats relatifs au transport interurbain, au transport à la demande et aux gares routières conformément à l'article 2. Dans le cadre de l'exécution de ces contrats, toute décision qui aurait un impact financier est soumise à l'accord préalable de la Région.

### Délégation de Service Public pour la gestion et exploitation des services départementaux de transport de voyageurs

La Délégation de service public « Transbeauce » étant mixte, intégrant à la fois le transport interurbain, le transport à la demande (TAD) le transport scolaire et le transport des élèves handicapés, elle sera transférée à la Région au 1<sup>er</sup> septembre, le Département conservant donc ce contrat dans son intégralité entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 août 2017.

Néanmoins, conformément à la loi NOTRe qui confie au 1<sup>er</sup> janvier 2017 la compétence du transport interurbain et du TAD à la Région, le Département exécute ses obligations contractuelles pour le compte et sous le contrôle de la Région en ce qui relève du transport interurbain et du TAD.

A cette fin, toute modification du contrat, toute mise en œuvre d'une clause au contrat ayant un impact financier sur la partie interurbaine et TAD du contrat, notamment relevant des articles 4.1 et 15 relatifs aux modifications de la consistance des services, de l'article 4.2 relatif à la levée d'options, de l'article 31.5 relatif à la révision, ou tenant à en modifier les conditions d'exécution, notamment ses articles 37 à 42 sur la résiliation, ne peuvent être mise en œuvre qu'après accord expresse de la Région.

Le Département transmettra à la Région dès leur réception l'ensemble des éléments de reporting transmis par le délégataire tels que prévus aux articles 30 et 31.

Le dépôt, la gare routière et les cars, propriété du Département, restent mis à disposition du délégataire de Transbeauce suivant les termes de la convention de délégation de service public.

### Convention relative à l'organisation des transports entre la Communauté d'agglomération Chartres Métropole et le département d'Eure et Loir

Les dispositions relatives au transport interurbain et à la gare routière de Chartres font partie intégrante du périmètre de la délégation.

### Convention relative à l'organisation des transports entre la Communauté d'agglomération du pays de Dreux et le département d'Eure et Loir

Les dispositions relatives au transport interurbain et à la gare routière de Dreux font partie intégrante du périmètre de la délégation. Certaines lignes étant désormais du ressort de la communauté d'agglomération du pays de Dreux suite à son extension territoriale au 1<sup>er</sup> janvier 2014, le transport interurbain et la gare routière font l'objet d'une convention de gestion jusqu'à l'issue de la DSP fin 2020. Les modalités de sortie en 2021 font aussi partie de cette convention.

## **ARTICLE 12 : RELATIONS AVEC LES USAGERS DES SERVICES DE TRANSPORT**

Le Département est chargé de la gestion de proximité et des relations avec les usagers et leurs associations représentatives.

A ce titre il collecte les requêtes des usagers et examine les conditions de leur satisfaction. Il traite dans les mêmes conditions les requêtes transmises par la Région à laquelle il transmet sa réponse.

Il prend les décisions dont l'effet est immédiat et qui n'emportent pas d'incidences sur l'exploitation du service après la fin de la délégation de la compétence, ni la responsabilité de la Région.

Il soumet pour arbitrage à la Région des propositions de décision, lorsque les effets se poursuivront au-delà du 31 août 2017 ou en cas de point majeur notamment impliquant la responsabilité de la Région. Il la tient informée des éléments utiles et pouvant se révéler stratégiques au titre de la compétence régionale.

En outre, le Département prend toutes les dispositions nécessaires pour respecter les règles applicables en matière de traitement informatisé contenant des données individuelles, s'agissant des usagers des services de transport. Il se charge d'informer ces usagers du transfert à la Région des données concernées au terme de la présente convention.

#### **ARTICLE 13 : COMMUNICATION**

La Région laisse au Département pendant la durée de la délégation le soin d'effectuer la communication globale et la promotion de l'offre des transports interurbains sur tous les types de supports relatifs au réseau (sites web, fiches horaires, titres de transports, information aux points d'arrêts, éditions diverses, communication sur matériel roulant, lettre d'information, stands, signalétique, etc.), telle qu'elle est programmée dans la délégation de service public Transbeauce.

La Région pourra cependant donner des ordres au Département et à son délégataire concernant la promotion des changements qui pourront affecter le réseau au 1<sup>er</sup> septembre 2017. En cas de dépassement du volume financier prévu dans la DSP pour la réalisation de ces actions, la Région fera son affaire avec le délégataire pour régulariser la situation.

#### **ARTICLE 14: RESPONSABILITE DES PARTIES**

Pendant toute la durée de la délégation, le département exerce les compétences visées à l'article 2 au nom et pour le compte de la région.

L'action du département engagera juridiquement la région, à compter du 1er janvier 2017, et c'est donc uniquement la responsabilité de cette dernière qui pourra être recherchée.

Cependant la responsabilité du département pourra être directement recherchée et exonèrera la responsabilité de la Région dans les cas suivants :

- dans l'hypothèse où le département se serait rendu coupable d'une faute (délict ou quasi-délict c'est-à-dire faute d'imprudenc ou de négligence) ;
- dans l'hypothèse où il aurait agi en dépassement des limites de la présente convention ;
- dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté les clauses de la présente convention.

#### **ARTICLE 15 : ASSURANCES**

Le Département, en tant que délégataire de la compétence de transport routier interurbain, souscrit les assurances couvrant sa responsabilité civile, administrative et pénale.

#### **ARTICLE 16 : RESILIATION ANTICIPEE**

L'une ou l'autre des parties peut résilier la convention par l'envoi d'un courrier en lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un délai de prévenance d'un mois.

#### **ARTICLE 17 : ACTIONS CONTENTIEUSES RELATIVES A LA COMPÉTENCE DÉLÉGUÉEMENEES OU DEFENDUES PAR LE DEPARTEMENT**

Si la responsabilité de la Région au titre de la compétence déléguée à l'article 2 devait être recherchée devant les tribunaux ou par voie transactionnelle, le Département s'engage à fournir à la Région tous les documents dont elle pourrait avoir besoin pour organiser sa défense.

#### **ARTICLE 18 : REGLEMENT DES LITIGES**

Les parties à la délégation s'engagent à tenter de concilier les différents susceptibles de naître à l'occasion de l'exécution de la présente convention. Au besoin, un expert pourra être désigné pour conduire la conciliation.

En l'absence d'une solution amiable recherchée préalablement par les parties, les litiges susceptibles de naître à l'occasion de l'exécution de la présente convention seront portés devant le tribunal administratif d'Orléans.

Fait à [...]

Le

(en deux originaux)

Pour la Région Centre- Val de Loire  
Le Président,

Pour le Département de l'Eure-et-Loir  
Le Président,

François BONNEAU

Albéric de MONTGOLFIER